



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

MENSUEL N° 315
SEPTEMBRE 2001
8FF-50FB-2,50FS-2\$ can.-1,2 euros

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Salut à la crise !

La crise économique frappe avec une violence redoublée à la porte des grands pays capitalistes. Personne ne l'a conviée et pourtant elle s'invite partout. Hier encore, tous les "experts" de la bourgeoisie levaient leur verre à la bonne santé du plus dynamique des modes de production. La dernière convive, la "nouvelle économie", était célébrée sur tous les tons. Le régime idéal avait été trouvé : une croissance constante sans inflation. Mais tous ces beaux discours ont dû s'éclipser discrètement pour laisser la place à celle qui, loin des salons d'apparat, des réceptions "d'écoprimistes" et des mensonges électoraux, n'avait jamais cessé son travail de sape. Nous avons toujours affirmé que, derrière les falsifications des chiffres du chômage, se cachait la liquidation de pans entiers de l'économie mondiale, que, derrière la "croissance", se dissimulait, outre l'enfoncement dans une misère indécible des trois quarts de la planète, un endettement astronomique porteur de banqueroutes de pays entiers, comme aujourd'hui en Argentine. C'est l'économie mondiale toute entière qui souffre d'un mal incurable dont les causes sont dans le mode de production capitaliste lui-même.

Mais un autre mensonge, une autre falsification est aujourd'hui répandue, destinée à faire croire aux prolétaires qu'il existe des solutions à cette crise économique et sociale dans le cadre du capitalisme. Ce sont les discours réformistes des tenants de "l'antimondialisation" qui prétendent que le mal vient d'un "libéralisme trop sauvage" et qu'il suffirait de plus de régulation par les Etats-nations pour en sortir. Toutes ces bonnes âmes "citoyennes" -et leur sillage de manifestants "globe-trotter" plus ou moins excités- ne font qu'amuser la galerie pour mieux masquer la seule alternative à la faillite du capitalisme : celle du renversement de ce système par le prolétariat international. Seule la classe ouvrière, créatrice de l'essentiel de la richesse sociale, peut remettre en cause la logique de l'exploitation capitaliste qu'elle est la première à vivre dans sa chair et en finir avec ce mode de production, c'est à dire avec le règne de la marchandise et du salariat, véritable cause des crises, de la misère et des guerres qui ravagent la planète. Seul le développement des luttes ouvrières, sur leur terrain de classe, peuvent préparer la voie à la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois et des rapports marchands capitalistes, que ce soit sous leur forme "libérale" ou "étatisée". Aujourd'hui que c'est par charrettes de 10 000 ou 20 000 ouvriers que les grands groupes annoncent leurs licenciements, la question de la riposte de la classe ouvrière revient se poser plus ouvertement, même si chaque prolétaire n'en a pas encore clairement conscience. Les révolutionnaires ne peuvent que saluer la crise, car avec elle, c'est la perspective d'affrontements décisifs entre les classes qui vient se réaffirmer avec force.

MOYEN-ORIENT, MACEDOINE, IRLANDE... A bas tous les nationalismes !

Les conflits meurtriers continuent à ravager la planète. Les belles promesses sur un "monde de paix" faites en 1990, à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est, sont bien loin de correspondre à la réalité. Au contraire, l'humanité s'enfonce dans une barbarie guerrière permanente. L'actualité nous le démontre jour après jour :

- déchaînement d'attentats meurtriers et escalade de violence aveugle au Moyen-Orient ;
- affrontements sanglants en Macédoine malgré le pseudo-désarmement de l'UCK arbitré par l'envoi de 3 500 hommes des troupes de l'OTAN ;
- "processus de paix" remis en question en Irlande du Nord alors qu'épisodiquement des affrontements ou des bombes éclatent à nouveau ;
- multiplication d'accrochages armés après l'échec, en juillet dernier, des négociations indo-pakistanaïses sur le Cachemire ;
- terreur en Afghanistan ou en Afrique (Somalie, Soudan, région des Grands Lacs, Angola, Casamance...) de plus en plus livrés aux guerres de bandes armées rivales.

Sans compter les victimes de la guerre larvée qui se poursuit en Tchétchénie ou les massacres qui se perpétuent à travers les luttes entre factions rivales au sein de l'Etat en Algérie...

Dans tous les coins du monde, des hommes, des femmes, des enfants meurent tous les jours parce que leur bourgeoisie veut conquérir ou défendre un bout de terre ou de pouvoir, au nom des intérêts de la patrie, de la religion, de l'indépendance nationale. Des centaines de milliers de prolétaires sous l'uniforme ou en civil sont sacrifiés pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Comment arrêter ces tueries absurdes, comment y mettre fin ?

Ainsi, le Moyen-Orient renvoie à nouveau depuis un an l'image même de la fuite en avant dans cette folie meurtrière. Et, depuis un an, jour après jour, la liste des morts et des blessés s'allonge en Israël comme dans les territoires occupés.

Le nationalisme est un poison idéologique pour les exploités

On assiste d'un côté à la réactivation du terrorisme de l'Etat israélien avec une série d'attentats ciblés contre les leaders palestiniens du Fatah, du FPLP ou du Hamas, de l'autre à la multiplication des attentats-suicides faisant un maximum de victimes (comme à l'entrée d'une discothèque le 1er juin puis dans une pizzeria en plein centre de Tel Aviv le 9 août). Tout cela à côté de la

poursuite de raids et de bombardements à coups de missiles sur les cités palestiniennes, dans un climat d'affrontements et de provocations endémiques sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem qui pousse les populations dans chaque camp vers un déferlement de haine raciale. Non seulement le gouvernement Sharon pousse à la colonisation des territoires occupés, mais il encourage les colons à détruire au passage de façon provocatrice les habitations des Palestiniens.

Dans cette partie du monde qui a déjà connu cinq guerres ouvertes depuis la fin de la seconde boucherie mondiale (sans compter les opérations militaires en temps de "paix"), ce sixième conflit est une véritable escalade dans la terreur permanente pour les populations, et se traduit par des massacres aveugles, l'entraînement de jeunes adolescents dans la pire des hystéries nationalistes et le pire fanatisme religieux.

Aujourd'hui, face à la guerre du Moyen-Orient, de chaque côté, les cliques dirigeantes appellent les ouvriers à "défendre la patrie", qu'elle soit juive ou palestinienne. Des deux côtés, le sang des prolétaires continue à couler. Pour les intérêts exclusifs de leurs exploités.

Mais, des deux côtés coulent également de façon répugnante les flots de

propagande nationaliste, une propagande abrutissante destinée à transformer des êtres humains en bêtes féroces. Les bourgeoisies israélienne et arabes n'ont cessé de l'attiser depuis plus d'un demi-siècle. Aux ouvriers israéliens et arabes, on n'a cessé de répéter qu'ils devraient défendre la terre de leurs ancêtres. Chez les premiers, on a développé, à travers une militarisation systématique de la société, une psychose d'encerclement afin d'en faire de "bons soldats". Chez les seconds, on a ancré le désir d'en découdre avec Israël afin de retrouver un foyer, une nation. Et pour ce faire, les dirigeants des pays arabes dans lesquels ils étaient réfugiés les ont maintenus pendant des dizaines d'années dans des camps de concentration, avec des conditions de vie insupportables, au lieu de les laisser s'intégrer dans la société de ces pays.

Le nationalisme est une des pires idéologies que la bourgeoisie ait inventées. C'est l'idéologie qui lui permet de masquer l'antagonisme entre exploités et exploités, de les rassembler tous derrière un même drapeau pour lequel les exploités vont se faire tuer au service des exploités, pour la défense des intérêts de classe et des privilèges de ces derniers.

(SUITE PAGE 3)

GÖTEBORG, GÈNES

Face à la violence économique et policière du capital non aux mobilisations "citoyennes" oui aux luttes ouvrières !

A Gènes, pendant la réunion du G8 en juillet, Carlo Giuliani est mort sauvagement assassiné, après avoir reçu une balle à bout portant des forces de répression de l'Etat italien et s'être fait écrasé par une voiture de police. A Göteborg, au sommet de l'Union Européenne en juillet, la police suédoise - pour la première fois depuis 1931 - avait déjà fait usage de balles réelles contre des manifestants. La mort de Giuliani aura été la première dans les manifestations "antimondialisation" qui se succèdent de par le monde depuis deux ans, mais cette escalade dans la violence répressive contre des manifestations de rue montre que la répression étatique n'est pas l'apanage des "dictatures" du tiers-monde. C'est aujourd'hui dans les pays "démocratiques", "civilisés" et développés du cœur du capitalisme, là où, paraît-il, règnent les "droits de l'homme", que l'Etat bourgeois montre son vrai visage.

Comme prévu, l'Etat italien s'était préparé à réprimer sauvagement, en déployant des milliers de policiers anti-émeutes, des carabinieri para-militaires, des francs-tireurs, une surveillance

par satellite, un système de défense antimissile, des hélicoptères, des avions, des bateaux (y compris au moins un sous-marin), des gaz lacrymogènes, des canons à eau et 200 "body bags", sans parler d'autres armes et tactiques non rendues publiques. Au manifestant tué, il faut ajouter au moins 500 blessés et beaucoup d'hospitalisés. Lors du raid policier contre le Genoa Social Forum, plus de 60 personnes furent blessées. Des dizaines de manifestants arrêtés ont été tabassés et torturés.

Seattle, Prague, Nice, Göteborg, Gènes... les processions continuent

Dans les divers milieux organisant les mobilisations antimondialistes, on a entendu toutes sortes d'analyses quant aux événements. Beaucoup de trotskistes ont avancé que la police avait laissé libre cours aux anarchistes des "black blocks", que certains d'entre eux ont été filmés en discussion avec des flics, et qu'au moins pour une partie, il s'agissait de purs et simples agents provoca-

teurs aux ordres de l'appareil répressif. D'autres courants gauchistes s'en sont pris aux "Tute Bianchi", leur reprochant leur discours non violent et leur comportement de clowns. A Göteborg, les staliniens ont semé le doute sur la crédibilité du groupe "Action antifasciste". A Gènes, la gauche "classique" a critiqué sévèrement les manifestants "anticapitalistes". De leur côté, beaucoup d'anarchistes accusent la gauche

d'essayer de prendre le train en marche pour récupérer le mouvement, ou lui reproche en général son "autoritarisme". Beaucoup de ces remarques sont fondées. Par exemple, le rôle du "black bloc" paraît en effet plus que louche, et il semble fort possible qu'ils aient eu des liens avec l'Etat. A un autre niveau, l'activité des pacifistes, comme les "Tute Bianchi" en Italie ou les "Wombles" en

(SUITE PAGE 5)

Dans ce numéro

France

Quel bilan des journées d'action syndicales ? p. 2
AOM : le sale boulot des syndicats p. 2

Situation internationale

Macédoine : curée impérialiste sans fin dans les Balkans p. 3
Milosevic : un petit gangster utilisé par l'impérialisme p. 3
Argentine : le "meilleur élève" du FMI face à la banqueroute p. 4

XIVe Congrès du CCI

Résolution sur la situation internationale (III)
Malgré ses difficultés actuelles, l'avenir appartient au prolétariat p. 6

Courrier des lecteurs

Une contribution au débat sur la nature de l'anarcho-syndicalisme p. 8

Journées d'action syndicales : une fausse réponse au besoin d'unité des luttes ouvrières

Avec la rentrée de septembre, on commence à entendre les dirigeants syndicaux faire des déclarations sur la façon dont leurs centrales vont se positionner par rapport aux "grands dossiers sociaux" de la rentrée. Tous sont attentifs à l'ambiance sociale et se préparent à pourrir le terrain des réactions ouvrières contre les attaques à venir. On va les voir une fois de plus s'agiter en se prétendant être les meilleurs défenseurs des ouvriers. Aussi, il faut rappeler le travail de sape qu'ils ont mis en place depuis le début de l'année pour contrer et affaiblir la résistance du prolétariat aux attaques du capital national.

Licenciements massifs, baisse des salaires, poursuite de la mise en place des 35 heures, attaques sur les retraites dans le secteur public, etc. C'est toute la classe ouvrière qui, en particulier depuis janvier, a été frappée de plein fouet. Ces attaques du gouvernement de la gauche plurielle et du patronat ont provoqué des grèves et des manifestations diverses dans de nombreux secteurs. La nécessité d'une riposte à la hauteur de cette offensive contre tous les aspects de leurs conditions de vie et de travail s'est posée objectivement à la classe ouvrière. Et c'est justement pour qu'une telle nécessité ne prenne pas corps que les forces de la bourgeoisie, gouvernement, patronat et syndicats, se sont efforcées de la dévoyer en proposant aux prolétaires des fausses réponses.

On a ainsi vu par exemple le gouvernement se faire le champion de la défense des ouvriers licenciés chez Marks & Spencer, à Lu-Danone ou encore à AOM-Air Liberté en montrant du doigt les vilains patrons, désignés comme responsables de la situation, afin qu'ils polarisent la colère ouvrière. Celle-ci, au lieu de s'exprimer contre une politique générale du gouvernement et du patronat, peut ainsi être plus facilement encadrée par les syndicats et les partis politiques de gauche et gauchistes.

Ce sont les syndicats qui ont été les principaux artisans du sabotage des luttes, à travers des manœuvres visant à défouler la combativité et à diviser la classe ouvrière. Ils ont occupé le devant de la scène en organisant des journées d'action à répétition pour faire face aux expressions de combativité qui s'étaient développées dans divers secteurs afin de défouler la combativité et donner une fausse réponse au besoin des ouvriers de passer à une étape supérieure à celle de la lutte isolée sur son lieu de travail, à celle de l'unité la plus large dans la lutte.

Les journées d'action sur les retraites

Succédant à celle du 18 janvier sur le même thème, la journée d'action du 25 janvier contre le projet du MEDEF sur les retraites a donné le "la" de l'offensive syndicale. Cette manifestation très suivie, appelée par tous les syndicats "unis" à cette occasion pour la première fois depuis 1995, prétendait faire vivre la nécessaire *"solidarité entre le public et le privé"*. Elle n'a été en réalité qu'une journée-défilé sans lendemain. Elle a de plus permis aux syndicats de se positionner comme les meilleurs défenseurs des intérêts les plus larges des ouvriers, par delà les secteurs et les intérêts corporatistes. L'unité syndicale a donné l'illusion du démarrage d'un grand mouvement de l'ensemble de la classe ouvrière en vue d'imposer un rapport de force contre la bourgeoisie. Il n'en a rien été. On a vu, au contraire, l'organisation de la confusion par des appels répétés à des journées sans lien entre elles convoquant un jour tel secteur, telle corporation, telle catégorie, avec des revendications spécifiques pour les différents secteurs, voire même au sein de ceux-ci.

Les journées d'action pour les salaires dans le public

La journée d'action suivante du 30 janvier n'appelait plus que ceux du public à manifester pour l'augmentation

de leurs salaires, comme si cette question ne concernait pas ceux du privé.

Cet appel, en direction des salariés du public uniquement, pour l'augmentation de leurs salaires était destiné à créer un sentiment d'amertume de la part de leurs camarades du privé alors que les mêmes questions se posent pour tous.

Le 3 février, le secteur public était à nouveau appelé à se retrouver seul dans la rue, cette fois pour les retraites, comme si cette question était séparée de celle des salaires.

C'est donc en fait la division entre le secteur public et le secteur privé que les syndicats, de façon unie, ont organisé, sous le sempiternel prétexte "qu'il ne faut pas tout mélanger".

Les journées d'action pour les négociations salariales dans la fonction publique

A peine dissipée la campagne autour des élections municipales, les syndicats reprenaient la valse des journées d'action avec celle du secteur public appelée par sept syndicats le 22 mars *"pour faire pression dans les négociations sur les salaires"*. On a vu le résultat : 2% d'augmentation, c'est-à-dire exactement ce qu'avait prévu le gouvernement. Car, justement, ces journées d'action n'ont pas pour but de construire un front uni, même pas au sein d'un secteur, pour se battre et riposter mais pour effectuer un lâcher de vapeur et renforcer le contrôle sur des luttes en cours.

La journée d'action du 29 mars à la SNCF

Cette dernière n'avait pas d'autre but que de mobiliser contre la réforme du système des retraites. Si elle a donné lieu au démarrage d'un mouvement de grève spontanée d'une catégorie, les conducteurs, c'est parce que la colère était comble. La riposte syndicale ne s'est pas faite attendre et a consisté à enfermer les conducteurs dans une grève longue, isolée et divisée totalement des autres corporations et catégories de cheminots. En ces circonstances, les syndicats ont dû soudainement laisser tomber le masque de l'unité, pour se diviser en se répartissant les rôles. D'un côté les corporatistes jusqu'au-boutistes (SUD, autonomes) et, de l'autre, ceux (CGT) qui, au nom de l'unité, appelaient à la reprise du travail. Qu'ont donc gagné par exemple les conducteurs de train après trois semaines d'une grève, dure certes, mais isolée, enfermée dans la corporation et site par site ? Rien ! Pire, le sentiment d'avoir été abandonnés par leurs camarades de la SNCF. Réciproquement, chez ces derniers, il y a le sentiment profond que les conducteurs, mettant à profit leur capacité de bloquer le trafic, n'ont agi que pour la défense égoïste de leurs petits intérêts.

Les mini-journées d'action du printemps

L'organisation de manifestations et de journées de grève, ici sur les retraites dans les transports urbains, là sur les effectifs comme à la SNCF, là sur les 35 heures dans les hôpitaux, ailleurs sur le statut des administratifs des hôpitaux, etc., entretenait la division de ces secteurs entre eux et permettait aussi qu'ils soient séparés tout aussi soigneusement des ouvriers frappés par des plans sociaux comme ceux des LU-Danone, Mark et Spencer ou AOM-Air Liberté. Ceux-ci, objet de la plus grande sollici-

tude syndicale et politique, ont d'ailleurs été d'emblée mobilisés sur le terrain pourri de la lutte contre la mondialisation et dévoyés de la véritable lutte, celle animée par le conflit irrécyclable entre le capital et le travail. Les manifestations syndicales, appuyées par les partis de la gauche plurielle et les gauchistes, ont constitué autant d'obstacles à la prise de conscience par les ouvriers que, dans tous les secteurs, leurs problèmes sont fondamentalement les mêmes.

Et, tandis qu'ils sabotaient de diverses manières les luttes en cours en les divisant, les saucissonnant, les syndicats continuaient à lancer toute une série de journées d'action dans les hôpitaux, aux impôts, etc. isolant les différentes catégories et corporations les unes des autres. Là où la classe ouvrière manifestait ou tendait à manifester de plus en plus clairement sa volonté d'en découdre avec les attaques dont elle a fait l'objet, les syndicats organisaient parallèlement des journées d'action sur des thèmes généraux, histoire de montrer qu'ils se préoccupent des intérêts globaux, «unitaires», des ouvriers.

La journée du 22 mai appelée par la CGT et la manifestation du 9 juin

Organisée pour *"intervenir sur les débats parlementaires en cours sur les dispositions relatives aux licenciements"* (sic !) la journée du 22 mai constituait en fait un appui à la "loi de modernisation sociale", adoptée en juin. Sous couvert d'unité, c'est en fait un saucissonnage total qui a été mis en place. Seuls ceux du privé étaient concernés et de plus certaines fédérations ou sections locales CGT n'y appelèrent pas. L'im-

portant était d'occuper le terrain médiatique et de faire croire à une réelle volonté de la part de la CGT (et par extension des autres syndicats) de défendre les intérêts des ouvriers menacés de licenciements. Le tout étant encore de préparer le terrain à la manifestation du 9 juin qui a suivi.

Cette dernière, soi-disant appelée par les salariés menacés de mesures de restructurations, a en fait été organisée en sous-main par certaines fédérations syndicales (CGT, FO, CFTC, etc.), reprenant l'initiative du PCF auquel s'est adjointe Arlette Laguiller et sa centrale LO. *"Un cran de plus dans la riposte"* comme le qualifiait un titre de *L'Humanité* du jour. Ce prétendu moment *"de mobilisation unitaire contre les plans sociaux"* a été en fait un moment de dévoiement du mécontentement des ouvriers derrière l'appel pour un "vrai gouvernement de gauche" et donc derrière l'Etat bourgeois.

Voilà donc quelle est la "solidarité" que les syndicats proposent et organisent à travers les journées d'action et autres manifestations qu'ils coordonnent afin de mieux les contrôler. Ces "actions" ne sont en rien une réponse aux besoins de développement de la lutte ni même une occasion pour les ouvriers de mesurer leurs propres forces. Elles ne sont jamais ni des moments ni des préludes à l'unification d'un quelconque mouvement de classe, mais tout le contraire, l'organisation systématique de la division et de l'impuissance de la classe ouvrière, contre son unité !

KW (24 août)

AOM : le sale boulot des syndicats

Après un an de crise à AOM-Air Liberté avec le "spectre de sa liquidation totale" agité par les médias, le feuilleton à suspense de l'été autour de la désignation du repreneur vient de s'achever. Le plan du gagnant, Corbet, l'ancien pilote d'Air France, est le meilleur nous dit-on, tant pour l'avenir de la société que pour la situation des salariés. On peut en juger sur pièce : sur les 5000 employés de l'entreprise, 1400 viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Pour aider à faire passer la pilule, on annonce que la moitié d'entre eux aurait une bonne chance d'être réembauchée à Air France, la SNCF ou la RATP. Les moins mal lotis parmi eux, c'est-à-dire ceux pour qui le contrat est déjà signé, à Air France notamment, perdent parfois jusqu'à 40% de leur salaire pour un temps de travail plus important. C'est le même sort qu'ont connu les 700 employés qui sont déjà entrés dans un nouvel emploi alors qu'ils étaient partis d'eux-mêmes avant que ne soient annoncés les licenciements pour ne pas faire partie de la charrette. Quant aux plus chanceux qui restent, la couleur est déjà annoncée en terme de perte de salaire qu'eux aussi vont subir.

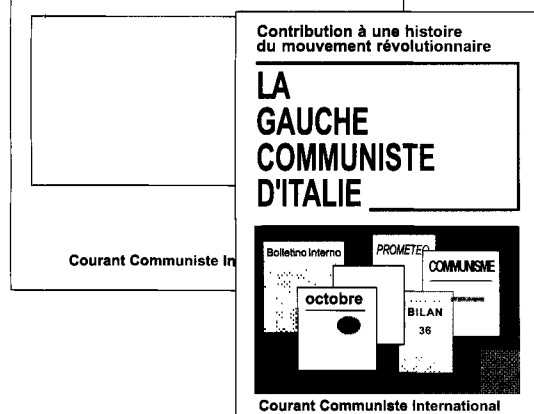
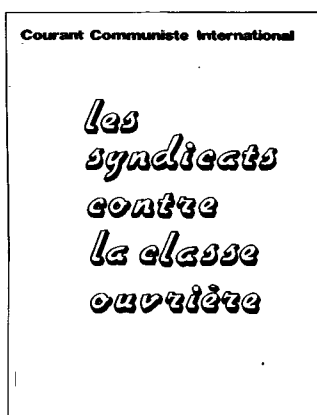
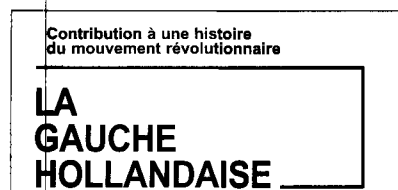
Depuis le début, médias, classe politique et syndicats, tous y sont allés de leur couplet pour faire entrer dans la tête des ouvriers que leur intérêt était lié au choix du repreneur et de son plan industriel. Entrer dans une telle logique,

c'est accepter comme une fatalité l'impossibilité pour les ouvriers de se défendre, en tant qu'ouvriers, face aux attaques capitalistes, et de le faire par eux-mêmes et collectivement. Ce serait, face aux plans de licenciements qui pleuvent partout, se battre dans chaque cas pour le "meilleur" plan capitaliste, lequel représente toujours les intérêts du capital et s'exerce toujours au détriment de la classe ouvrière. Ce serait ainsi laisser libre cours au déchaînement des attaques de la bourgeoisie en renonçant d'avance à toute possibilité de s'y opposer par la lutte, au coude à coude avec d'autres ouvriers, quel que soit leur secteur ou leur catégorie. Ce serait enfin se couper de la possibilité de prendre confiance en soi et d'être demain plus fort pour résister à ces attaques.

Ce n'est pas un hasard si ce sont les syndicats qui ont directement entraîné les ouvriers sur le terrain de la mobilisation pour le "meilleur" repreneur. Depuis longtemps ils se sont rangés du côté de ceux, gouvernement ou patronat, qui ont tout intérêt à museler les réactions ouvrières face aux attaques capitalistes. Ils sont les chiens de garde du capital et, en tant que serviteurs de celui-ci, sont aussi appelés à assumer certaines de ses fonctions de gestion comme le démontre leur bienveillante et dévouée participation à l'élaboration des listes de licenciements chez AOM-Air Liberté.

B (30 août)

Lisez les brochures du CCI !



MACÉDOINE

La curée impérialiste sans fin dans les Balkans

Depuis plus de 10 ans, la guerre fait rage dans les Balkans. Initiée par la déclaration d'indépendance de la Slovénie, la quasi-totalité de cette région a été balayée par la furie guerrière. Depuis plus d'un an, c'est au tour de la Macédoine. Cette décennie de guerres successives sans répit ne démontre pas seulement que le capitalisme décadent signifie toujours plus de guerres, mais qu'il existe par surcroît aujourd'hui une dynamique grandissante à l'accélération des rivalités impérialistes entre les grandes puissances. Contrairement au discours des médias bourgeois sur une prétendue unité des pays occidentaux, que montrerait par exemple l'OTAN, c'est la concurrence impérialiste la plus exacerbée qui anime les "grands".

Loin de freiner la logique guerrière, l'accélération des tensions impérialis-

tes entre les bourgeoisies les plus développées a ainsi renforcé la détermination des Etats-Unis à s'appuyer sur leur suprématie militaire. A l'opposé de l'opinion colportée toujours par les médias selon laquelle les Etats-Unis s'engageraient moins dans la politique étrangère et s'achemineraient vers une politique isolationniste, leurs efforts pour maintenir leur présence dans les Balkans montrent qu'ils ne sont pas près de laisser le champ libre à leurs prétendus alliés au sein de l'alliance atlantique. Le président Bush a visité au printemps le plus grand camp militaire de son armée en dehors des Etats-Unis, celui de Bondsteel au Kosovo, où se trouvent environ 5000 hommes. Une telle présence de troupes ne témoigne guère d'un retrait. De plus, une autre base de l'OTAN se trouve près de la frontière

avec la Serbie, dans le sud de la Hongrie, base tenue surtout par l'armée américaine. Déjà, depuis 1992, la CIA exploite une station d'écoute dans le nord de l'Albanie. Il n'y a que la Grande-Bretagne qui mène une telle politique déterminée de renforcement militaire dans les Balkans. Ainsi, après avoir occupé il y a deux ans, dans le cadre de la KFOR, le secteur le plus grand du Kosovo, c'est encore une fois l'armée britannique qui a envoyé la première des troupes en Macédoine dans le cadre de l'opération "Moisson essentielle".

Les intérêts opposés des grandes puissances

Comme auparavant en Bosnie et au Kosovo, les grandes puissances s'efforcent aujourd'hui encore de gagner la

meilleure position sur le champ de bataille. Il faut se rappeler que, pendant la guerre en Bosnie, les Croates étaient appuyés par l'Allemagne, les Serbes par la France, la Grande-Bretagne et la Russie et, finalement, les Bosniaques par les Etats-Unis.

Et en Macédoine également, les bourgeoisies occidentales ne mènent pas la même politique unie. Bien au contraire, la France et la Grande-Bretagne défendent les intérêts du gouvernement macédonien, tandis que l'Allemagne et les Etats-Unis utilisent les guérillas albanaises pour faire pression contre leurs rivales. Ainsi, les troupes américaines ont garanti le retrait de l'UCK du village d'Aracinovo, en la laissant en possession de toutes ses armes. Les zones administratives du Kosovo qui bordent la frontière avec la Macédoine sont contrôlées par les troupes allemandes et américaines ; le soupçon émis par leurs rivales que Berlin et Washington toléreraient au moins l'approvisionnement de l'UCK en Macédoine à travers le Kosovo est plus que fondé. De l'autre côté, la police macédonienne a pu compter sur l'aide britannique dans l'équipement de ses troupes spéciales.

L'armée macédoine est trop faible pour en finir avec l'UCK. C'est pour cette raison que le gouvernement de Traikovski s'est adressé le 20 juin à l'OTAN en lui demandant son soutien. La bourgeoisie slavo-macédonienne n'était pas unanime derrière cet appel aux pompiers qui, au fond, avaient mis le feu et ne pourraient au mieux que le contenir provisoirement. Ce n'est pas par hasard si ce sont les gouvernements de Grande Bretagne, de France et de Grèce qui ont été les plus empressés à envoyer des troupes dans le cadre de l'opération "Moisson essentielle". Car ce sont ces "partenaires" de l'OTAN qui ont effectivement le plus intérêt à repousser l'UCK. De l'autre côté, l'Allemagne, qui défend des positions concurrentes à celles de Paris et de Londres,

profite du prétexte de la "solidarité de l'alliance" pour garder son fer au feu.

Il semble paradoxal que l'Allemagne et les Etats-Unis, qui sont au niveau mondial les principales rivales impérialistes, soient assises sur le même cheval concernant la Macédoine.

Deux courtisans de la Turquie

Durant déjà la guerre au Kosovo, les Etats-Unis et l'Allemagne ont soutenu la bourgeoisie albanaise, apparaissant du même côté. Comment doit-on expliquer cela ?

Historiquement, l'Allemagne a tout intérêt à affaiblir la Serbie. Celle-ci a bloqué tout au long du 20e siècle les ambitions de l'impérialisme allemand vers la Méditerranée et le Moyen-Orient. C'est pour cette raison que Berlin appuie les efforts de l'Albanie dirigés au Kosovo contre la Serbie. Dans cette politique, l'Allemagne a un allié qui était déjà du même côté pendant la Première Guerre mondiale : la Turquie (l'ex-empire ottoman). La Turquie a d'ailleurs encore certains territoires dans les Balkans et ses opposants principaux dans cette région se trouvent être la Grèce et la Serbie. Cette convergence de leurs ennemis communs réunit à la fois l'Allemagne avec la Turquie et ces deux mêmes impérialismes avec l'opposition albanaise contre la Serbie.

Cependant, la Turquie n'est pas n'importe quel Etat des Balkans, mais constitue le pont vers le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Du point de vue stratégique, la Turquie est bien plus importante que tous les autres pays balkaniques. Cette réalité est également bien connue des Etats-Unis dont les positions au Moyen-Orient sont sans cesse remises en cause par les puissances européennes.

Aussi, du fait que les Etats-Unis et l'Allemagne font tous les deux la cour à la Turquie, c'est une raison de plus de

(SUITE PAGE 5)

MOYEN-ORIENT

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Pour couronner le tout, il s'y ajoute le poison de la propagande religieuse, cet "opium du peuple" comme ont toujours dit les révolutionnaires, qui permet de susciter les fanatismes les plus déments, ceux des actuels «kamikaze» palestiniens porteurs de bombes sur le sol israélien.

Malgré toutes les "poignées de mains historiques", les conférences de "paix" sous patronage américain, les promesses de renouer les négociations, le ballet incessant des voyages diplomatiques, la situation n'a fait qu'empirer. Le ministre israélien de la Défense déclarait le 7 août : *"il n'y a pas de solution militaire au conflit"*. D'autres responsables politiques israéliens avouent en privé que cette guerre est une impasse parce qu'il n'y a aucun moyen qu'elle débouche sur une victoire militaire d'Israël. En fait, s'il n'y pas de solution sur le terrain militaire pas plus que sur le terrain diplomatique bourgeois, c'est que toutes les guerres sont des impasses ; des impasses qui sont inscrites dans la nature même du capitalisme. Les grandes puissances continuent à faire croire qu'elles veulent la paix. En fait, elles utilisent ou attisent les affrontements pour la défense de leurs sordides intérêts impérialistes concurrents. Suivant le pays et la couleur des gouvernements, on nous engage à prendre fait et cause pour l'un ou l'autre camp en présence, en particulier en France où la forte implantation des deux communautés avive les passions.

Le pacifisme : une illusion au service de la guerre

En même temps, en particulier en Israël, s'est développé ces derniers mois un ras-le-bol, une lassitude, voire un écoeurément face à la guerre qui traduisent un réel rejet de la politique militariste du gouvernement "d'union nationale". Ce rejet s'appuie avant tout sur la dégradation croissante, accélérée par la guerre, des conditions de vie des populations et des prolétaires en particulier. L'aggravation de la crise économique dans ce pays est spectaculaire : le taux de chômage, qui touche officiellement plus de 10% de la population, a bondi de près de 4% en un mois, il est le plus élevé depuis la création de l'Etat hébreu. Un tiers des entreprises de haute technologie a disparu en moins d'un an. Le taux de croissance, qui était de 6,2 % en 2000, a chuté à moins de 1%. Et surtout, au sein d'une société déjà entièrement militarisée, les budgets de l'armée et de la police viennent encore d'être revus à la

hausse, au détriment, évidemment, des budgets sociaux. Une fraction de la bourgeoisie israélienne s'est récemment appuyée sur le mécontentement provoqué par la politique militariste du gouvernement pour dévoyer ce sentiment d'exaspération et animer une reprise des mouvements et des manifestations pacifistes, notamment une marche aux flambeaux, le 5 août dernier, rassemblant de 5 à 10 000 personnes au centre de Tel Aviv. Le terrain du pacifisme n'a jamais été une réponse à la guerre car il est totalement illusoire. Il consiste à mobiliser les populations pour "faire pression sur les dirigeants", afin de leur demander et les convaincre de "faire la paix". Ce qui ne sera jamais possible car, si ces dirigeants se font la guerre, c'est précisément parce qu'ils expriment des réels intérêts impérialistes concurrents et antagoniques. Déjà aujourd'hui, chaque nouvel attentat contre les populations civiles en Israël vient démontrer l'inanité du mouvement pacifiste, le pulvérise, le replonge dans son inconsistance et transforme ses anciens partisans en nouveaux apôtres de la croisade belliciste contre "la férocité de l'ennemi". Dans l'histoire, tout ceux qui ont emboîté le pas à la démarche du pacifisme se retrouvent toujours au bout du compte dans un camp contre l'autre, au nom de la défense de "l'agressé" contre "l'agresseur", de la défense du "plus faible" contre le "plus fort", de la défense du "bon qui veut la paix" contre le "mauvais qui veut la guerre" comme ce fut le cas dans les deux conflits mondiaux. Et finalement, les pacifistes se sont retrouvés aux côtés des pires chauvins sous le drapeau de la "défense de l'intérêt national". C'est pourquoi le pacifisme a toujours été le meilleur auxiliaire idéologique et le sergent recruteur le plus efficace de la politique belliciste de la bourgeoisie.

Mais là dedans où se trouvent les intérêts de la classe ouvrière, celle d'Israël, juive ou arabe, celle de Palestine, celle des autres pays du monde ? Nulle part.

Ce n'est pas ainsi qu'on peut arrêter la guerre. La seule façon de se battre contre la guerre, c'est de se battre contre le système qui l'engendre, contre le capitalisme.

Pour mettre fin à la guerre, il faut renverser le capitalisme

Les prolétaires n'ont pas de patrie. Ils n'ont pas à se mobiliser sur le terrain du nationalisme, de la religion ou du pacifisme, mais leur combat contre la guerre et l'exploitation passe par la lutte de classe, là-bas comme ici. Les ouvriers

juifs qui, en Israël, sont exploités par des capitalistes juifs doivent se mobiliser et se battre contre eux. Les ouvriers palestiniens qui sont exploités par des capitalistes juifs ou par des capitalistes arabes doivent se battre contre leurs exploiters.

Les ouvriers des "grandes démocraties", dont les dirigeants ont toujours les mots de "paix" et de "droits de l'homme" à la bouche, doivent refuser de prendre partie pour un camp bourgeois ou pour l'autre. En particulier, ils doivent refuser de se laisser berné par les discours des partis qui se réclament de la classe ouvrière, les partis de gauche et d'extrême-gauche qui leur demandent d'aller manifester "leur solidarité avec les masses palestiniennes" en quête de leur "droit à une patrie". La patrie palestinienne ne sera jamais qu'un Etat bourgeois au service de la classe exploiteuse et opprimant ces mêmes masses, comme c'est déjà le cas aujourd'hui à travers les Arafat et consorts, avec des flics et des prisons. La solidarité des ouvriers des pays capitalistes les plus avancés ne va pas aux "Palestiniens" comme elle ne va pas aux "Israéliens", parmi lesquels se mélangent exploiters et exploités. Elle va aux ouvriers et chômeurs d'Israël et de Palestine, qui d'ailleurs mènent déjà la lutte contre leurs exploiters malgré tout le bourrage de crâne dont ils sont victimes, comme elle va aux ouvriers de tous les autres pays du monde. Et la meilleure solidarité qu'ils puissent leur apporter ne consiste certainement pas à encourager leurs illusions nationalistes. Cette solidarité passe nécessairement avant tout par le développement de leur combat contre le système capitaliste responsable de toutes les guerres, un combat contre leur propre bourgeoisie.

Au Moyen-Orient, comme dans beaucoup d'autres régions du monde ravagées aujourd'hui par la guerre, il n'y a pas de "juste paix" possible dans le capitalisme. Pour mettre fin à la guerre, il faut renverser et abolir le capitalisme, il n'y a pas d'autre voie. La paix, la classe ouvrière devra la conquérir en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale, ce qui passe aujourd'hui même par le développement de ses luttes sur son terrain de classe, contre les attaques économiques de plus en plus dures que lui assène un système plongé dans une crise insurmontable.

Contre le nationalisme, contre les guerres dans lesquelles veulent vous entraîner vos exploiters,

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

CB

Milosevic : un petit gangster utilisé par l'impérialisme

La remise de Milosevic aux mains du Tribunal Pénal International des Nations Unies de La Haye a permis à la classe dominante et à ses médias de lancer une campagne tapageuse sur la victoire des droits de l'homme, de l'humanitarisme et du droit international sur la dictature, l'intolérance et le sectarisme. Les grandes puissances peuvent se congratuler et se présenter à leur population comme les bons qui ont non seulement amené la chute d'un dictateur, mais qui l'ont aussi fait mettre en accusation. Pour la première fois dans l'histoire, le dirigeant d'une nation est poursuivi pour crimes de guerre. Tout cela sert à justifier la destruction de l'infrastructure et de l'industrie serbes provoquée par les "alliés" dans la guerre de 1999. Des milliers de militaires et de civils, y compris des réfugiés albanais, ont été tués mais cela, nous dit-on, est le prix à payer pour amener le boucher de Belgrade au tribunal.

Les communistes ne peuvent avoir que le plus grand mépris pour cette hypocrisie. Comme l'ont montré méthodiquement le CCI et d'autres organisations communistes tout au long de cette dernière décennie sanglante, les guerres qui ont fait des dizaines de milliers de morts, des millions de personnes déplacées, qui ont vu quelques-uns des massacres les plus barbares depuis la Seconde Guerre mondiale, et qui ont

réduit toute une région aux portes de l'Europe occidentale à un véritable enfer de tensions ethniques, n'ont pas été provoquées par ce seul gangster. Elles l'ont surtout été par ces mêmes grandes puissances qui prétendent être les défenseurs des valeurs de la civilisation. Depuis douze ans, tout en se déclarant garants de la paix et de la civilisation, les bourgeoisies occidentales se sont battues entre elles pour le contrôle des Balkans, exactement comme elles le faisaient avant la Première Guerre mondiale. Et elles n'ont pas hésité à faire une ample utilisation comme leurs agents locaux des bouchers de Belgrade, Zagreb, Sarajevo et Pristina.

Le procès de Milosevic sera soigneusement coordonné pour cacher cela derrière ses actions sanglantes. Mais, comme nous l'avons dit dans notre tract international distribué à la fin de la guerre du Kosovo : *"Tout comme Saddam Hussein, Milosevic est un dictateur sanguinaire de la pire espèce. Mais il n'a rien à apprendre aux grandes démocraties. Elles n'ont jamais hésité à torturer et massacrer à grande échelle à Hiroshima, en Corée, au Vietnam, en Algérie et en Irak"* Comparé à ces authentiques tyrans, Milosevic est montré pour ce qu'il est : un petit gangster qui a été utilisé par ses parrains, les grandes puissances.

Phil.

ARGENTINE

Le meilleur élève du FMI face à la banqueroute

La catastrophe économique et sociale actuelle en Argentine n'a rien d'un phénomène exotique. Elle n'est qu'une expression avancée de la faillite générale du capitalisme mondial. Mais au delà de la banqueroute générale de l'économie et de la misère sociale qu'elle engendre, la situation en Argentine vient rappeler qu'y vit un prolétariat traditionnellement combatif qui, comme partout ailleurs, cherche à retrouver le chemin d'une perspective de classe.

Ce mois d'août de cet hiver austral, le gouvernement argentin vient de négocier avec le FMI un nouveau prêt de 9 milliards de dollars. Le FMI, avec d'autres banques étrangères, avait déjà octroyé un crédit de 40 milliards de dollars en décembre 2000. Mais les réserves de ce pays sont à nouveau vides, avec une dette publique de... 128 milliards de dollars, soit plus de 44% du PIB !

Cette demande de prêt de l'État argentin s'est accompagné de plongeon à répétition de la Bourse, une onde de choc qui a des répercussions importantes dans d'autres pays, comme l'Espagne, le Brésil ou le Chili, avec la crainte de l'effet domino qu'on a pu voir en d'autres occasions pendant les années 90 (Mexique, crise asiatique, Russie, et en 2000-2001, à côté de l'Argentine, la Turquie ou le Brésil).

L'Argentine est en récession ouverte depuis trois ans, avec un taux de chômage d'environ 17 % de la population active (deux millions et demi de personnes). Mais la situation s'est encore aggravée depuis le début de cette année. Ce mois de juillet a connu un niveau record de licenciements : ceux-ci ont triplé par rapport au mois de juillet 2000. À côté de ce 17 % de chômage, il y a plus de trois millions de personnes qui ne travaillent que quelques heures par semaine et un Argentin sur trois vit dans la pauvreté.

Un plan chasse l'autre

Durant les années 70-80, l'économie argentine avait pu profiter, à l'époque de la dictature militaire, du boycott des céréales soviétiques par l'administration Carter, pour relancer ses exportations. Les militaires s'occupant des sales besognes, ils avaient mis à la tête de l'économie un "Chicago-boy", Martínez de la Hoz. La dictature militaire, visiblement plus à l'aise sur le front de la torture que sur le front de la guerre, sombra dans la débâcle du conflit des Malouines qui opposa l'Argentine à la Grande-Bretagne en 1982. La bourgeoisie comprend alors que le temps est venu de mettre fin au régime de junte militaire : c'est le retour à la "démocratie" à partir de 1983 et ses chants de sirènes sur un avenir radieux. Mais la réalité de la crise se charge de dissiper rapidement toute fausse espérance : c'est l'explosion de la dette et de l'hyperinflation. Les illusions véhiculées par la "démocratisation" se perdent dans les soupes populaires, dans l'ombre des coupures d'électricité à répétition, dans l'épuisement de la recherche d'un emploi ou dans un pluri-emploi qui ne donne rien. Même les "classes moyennes" de cet ancien Eldorado s'appauvrissent à toute vitesse : l'ancien pays d'accueil de l'immigration devient un pays d'où on partirait si on le pouvait. Avec l'arrivée au pouvoir du parti péroniste (1) et de Menem, ancien parti "étatiste", devenu ultra-libéral, la bourgeoisie argentine essaye de juguler l'hyper-inflation et de désencombrer l'État.

Mais le processus de privatisations, poursuivi tout au long des années 90 pour éponger une partie de la dette, pas plus qu'ailleurs, n'a été un remède miracle. Encore plus qu'ailleurs, ce ne fut

qu'une foire d'empoigne où se sont engouffrés des capitaux extérieurs à la recherche d'une rentabilité rapide. Face à une inflation à quatre chiffres, le plan de convertibilité (la "dollarisation" qui impose un peso argentin égal à un dollar américain) amena une certaine amélioration, sur fond de croissance américaine artificielle et d'une corruption généralisée, à commencer par celle du président Menem. Mais cet équilibre très instable n'a pas résisté à la "crise asiatique" puis "russe" et l'Argentine connaît une récession ouverte en 1999, avec, à la clé, encore plus de dettes, encore plus de faillites, et pour la classe ouvrière encore plus de chômage et encore plus de misère. Dans ce sens, l'Argentine est un raccourci de ce qu'est la crise du capitalisme : entre le "plus d'État" et le "moins d'État", on est toujours de plus en plus bas. C'est toujours sur le dos de la classe ouvrière que le capitalisme essaie de se dédommager de ses déboires.

En fait, les années 90 ont confirmé la tendance irréversible de la paupérisation de la classe ouvrière et des couches non-exploiteuses. Le pouvoir actuel du président De la Rúa a changé de ministre de l'Économie deux fois en un seul mois (mars), pour finalement ressortir Domingo Cavallo, le même qui, il y a 8 ans, avait mis en place le plan de "dollarisation". Ce super pompier a été rappelé pour essayer de faire un "nouveau miracle". Le nouveau plan veut atteindre le "déficit budgétaire zéro". Ce "plan de réajustement" drastique est présenté comme celui de la dernière chance face à une banqueroute annoncée. Il est vrai que la situation est telle, le "crédit pays", comme disent les économistes bourgeois, est tellement bas, que la banqueroute est le seul avenir. Le catastrophisme n'est pas seulement une figure de style de la bourgeoisie pour faire avaler ses recettes et ses plans à répétition. La situation est réellement catastrophique, la bourgeoisie du pays et ses semblables des pays dominants l'ont très bien compris. C'est pour cela qu'après quelques tergiversations et quelques réticences, le FMI vient d'octroyer les 9 milliards.

Quel est donc ce nouveau plan miraculeux de la dernière chance ? Pour économiser 16 milliards de francs en deux ans, l'État argentin impose la réduction de 10 % des salaires des employés publics et des pensions de retraités dépassant 3500 francs par mois ! Déjà très mal en point, la Sécurité Sociale va réduire ses dépenses, ainsi que l'Éducation. On peut imaginer ce que cela veut dire dans la vie de tous les jours, en plus des licenciements dans l'automobile, dans les transports, dans les banques. Avec la menace que s'il n'y a pas de rentrée d'argent suffisante, l'État diminuera encore plus les salaires.

Le problème n'est pas (seulement) argentin

Un exercice très prisé des intellectuels argentins est de se torturer les méninges pour comprendre comment se fait-il qu'un pays qui a été "si riche" ait pu devenir à ce point "si pauvre". Et de rappeler dans une espèce de tango déchirant que l'Argentine fut la 8ème,

puis la 12ème puissance économique de la planète. Il est vrai qu'on peut rester perplexe face à la déchéance d'un pays développée, récepteur d'immigration, d'une grande tradition culturelle et scientifique. La question qu'on doit se poser c'est : quelle est la situation du capitalisme en général pour que de telles situations de catastrophe économique arrivent à se produire ? La situation actuelle de l'Argentine fait suite à une série des secousses qui ont émaillé la décennie passée et qui ont touché des régions ou des pays plus ou moins périphériques du capitalisme. Depuis la crise mexicaine jusqu'à celle de la Russie, en passant par l'Asie du Sud-Est et le Brésil, toutes ces crises ont quelque chose en commun : la dette et l'impossibilité de la rembourser. Nous avons développé à maintes reprises les caractéristiques de la crise actuelle du capitalisme décadent qui essaye de compenser l'absence de marchés solvables par une accumulation irrationnelle de dettes. Le cas de l'Argentine, au-delà de certaines spécificités de ce pays, n'est pas une exception mais la caricature de la règle.

Compte tenu de la crainte d'une récession ouverte dans le monde industrialisé, le capitalisme ne peut pas se permettre de laisser un pays comme l'Argentine complètement à la dérive. Mais cette même situation inquiétante nourrit les réticentes à injecter encore des capitaux dans un pays qui paraît être un gouffre aussi profond que la pampa est étendue.

En fait de "pays émergent", l'Argentine, pourtant désigné comme le meilleur élève de la classe du FMI, est un pays s'enfonçant dans le sous-développement, de la même façon que les pays dits "en voie de développement" n'ont jamais vu se développer que de la misère.

Une classe ouvrière combative qui doit retrouver sa conscience de classe internationale

Depuis un an et demi, cinq grèves générales ont exprimé l'exaspération de la classe ouvrière argentine. Que les syndicats se mettent en avant de telles grèves, ce n'est guère étonnant. Qu'il s'agisse des grandes centrales "péronistes" (2) avec leurs campagnes nationalistes contre les "capitalistes étrangers" ou les syndicats radicaux comme la CGT-Rebelle, ils remplissent leur rôle de flics et de saboteurs des luttes. Ce qui est par contre réellement significatif, c'est l'ampleur, la radicalisation et la combativité des luttes ouvrières qui se mènent en Argentine, illustration, si besoin était, que face à l'écroulement de l'économie capitaliste et aux attaques contre ses conditions de vie, le prolétariat sera toujours poussé à engager la lutte. Aujourd'hui, comme hier, et encore plus demain, la crise est et sera l'allié objectif du prolétariat, même si de façon immédiate, c'est la misère qui impose partout son visage de désolation. Nous avons vu la relative importance passée de l'Argentine dans l'économie mondiale, et plus particulièrement à l'échelle de l'Amérique latine. Parallèlement au formidable développement du capitalisme à la fin du 19e

siècle et au début du 20e siècle, s'est également développée en Argentine une forte classe ouvrière, éduquée, concentrée, en lien avec les traditions prolétariennes de l'Europe, bénéficiant notamment de l'immigration de nombreux ouvriers italiens et espagnols qui amenaient avec eux leurs traditions politiques, socialistes et anarchistes. On a ainsi pu voir, pendant la Première Guerre mondiale, en 1917, alors que les États-Unis faisaient une forte pression pour que l'Argentine rejoigne la boucherie impérialiste, la classe ouvrière entrer massivement en lutte contre la guerre. Les grèves des cheminots notamment furent nombreuses, s'affrontant avec l'armée, faisant sauter les ponts, etc. Il est évident que cette mobilisation ouvrière a fortement pesé sur le maintien de la neutralité de l'Argentine tout au long du conflit. Même si, depuis 1945, la classe ouvrière a toujours été prise entre l'enclume péroniste et le marteau de la dictature militaire, elle n'en a pas moins été capable de s'affirmer de façon autonome à plusieurs reprises, comme en 1951, où des grèves dans les chemins de fer accompagnées d'occupations et de manifestations firent l'expérience de la répression péroniste avec plusieurs morts et 3000 arrestations. Ce furent aussi les événements de Córdoba en mai 1969 que nous avons toujours salué comme étant un moment fort de la reprise internationale de la lutte de classe à partir de 1968 : *"La grève générale décrétée le 29 mai à la suite d'émeutes à Corrientes, Tucuman, La Plata, San Juan et Salta, se transforma rapidement en insurrection à Córdoba même où sous l'impulsion des ouvriers d'IKA-Renault, les manifestants contrôlèrent tous les quartiers et le centre de la ville. La police étant débordée, l'armée et l'aviation intervinrent : pendant 48 heures, elles raïssèrent les rues à la mitraille et au bazooka. Les ouvriers résistant avec des tireurs isolés sur les toits, et par des contre-attaques en masse, eurent plusieurs dizaines de morts et plus d'une centaine de blessés. A la suite de cette féroce répression, toute la fin de l'année 69 fut marquée par des mouvements de grève encore spontanés face auxquels les syndicats et partis traditionnels étaient dépassés"* (3). Dans la continuité de cette vague de luttes, *"en mars 72, la classe ouvrière de Mendoza protestant contre la hausse des tarifs d'électricité, s'est heurtée de nouveau à l'armée. Son combat de plusieurs jours au prix de dizaines de morts a montré la voie révolutionnaire contre les illusions sur le retour aux institutions démocratiques"* (3).

Aujourd'hui, cette combativité continue de s'exprimer contre les baisses de salaires (4), contre la liquidation de la Sécurité Sociale et du système éducatif (un jeune sur deux ne va plus à l'école), mais surtout face à la véritable caractéristique de la crise historique du capitalisme : le chômage endémique et le sous-emploi permanent. Les premières ripostes des ouvriers argentins sont donc contre les vagues de licenciements qui viennent sans cesse grossir la masse des 4 millions d'ouvriers au chômage com-

plet ou partiel. Des grèves éclatent contre les licenciements, comme, par exemple, à Salta ou dans la province de Córdoba contre les licenciements chez Fiat, ou chez "Aerolineas argentinas", la compagnie aérienne argentine détenue par l'État espagnol (ce qui encourage les campagnes nationalistes des dirigeants syndicaux qui appellent au boycott des capitaux espagnols). Ces grèves et ces actions, massivement suivies, souvent très combatives, restent majoritairement contrôlées par les centrales syndicales péronistes ou leurs nombreux avatars. Ils peuvent notamment jouer du radicalisme contre les mesures "antisyndicales" du gouvernement de De la Rúa pour compenser le discrédit des dirigeants syndicaux, qui ont toujours mangé à tous les râteliers.

Mais ce qui domine "l'actualité sociale" argentine (pour ce que veut bien en laisser transparaître la presse bourgeoise, à défaut d'une présence révolutionnaire sur place), c'est le mouvement dit des *piqueteros*, des groupes de prolétaires sans travail ou menacés de licenciements. Ces *piqueteros*, poussés par le désespoir, regroupés par milliers, bloquent par des barricades (d'où leur nom) les principaux axes routiers entre provinces argentines ou vers les pays voisins. C'est souvent au cœur des régions les plus industrialisées et les plus touchées par la crise, comme La Matanza, où maintenant 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté, que se situent les groupes les plus importants. Leur dénuement extrême est à l'image de leur volonté d'en découdre. Nombreux sont ceux qui n'ont plus d'allocations chômage, soit que leurs "droits" aient pris - rapidement - fin, soit que leur ancien travail au noir leur interdise toute indemnisation. Couchés dans des tentes de fortune, dans des cartons, sous-alimentés, frigorifiés, ils doivent néanmoins régulièrement s'affronter avec la police, comme le 17 juin dans la région de Salta, au Nord-Est du pays, où il y eut au moins 2 morts et des dizaines de blessés, avant que les *piqueteros* et des détachements ouvriers armés (5) ne se retranchent dans la ville de General Mosconi.

Malgré les tentatives de fédération de ce mouvement de *piqueteros* sous l'égide des syndicats ou partis gauchistes en vue d'en faire un "mouvement de masse national" (Juan Carlos Alderete, dirigeant du Courant de la Classe Combative et leader piquetero à La Matanza) ou le fait que leurs assemblées soient un champ de manœuvre pour les groupes trotskistes (6), nous saluons dans ces grèves à répétition, dans ces barricades qui se dressent, l'affirmation de la classe ouvrière, la seule classe capable de riposter aux coups de boutoirs de la crise, ce qui se traduit notamment par la mise en avant de revendications nettement prolétariennes (augmentation des salaires, extension des indemnités chômage, emplois). Bien sûr, ce n'est pas du jour au lendemain que la classe ouvrière se débarrassera de la démagogie péroniste et de ses sbires syndicaux, des illusions que portent tous les déclassés de la petite bourgeoisie qui rejoignent ses

(SUITE PAGE 6)

rabais, qui ne sont plus convertibles en dollar et dont *"personne ne sait quelle est la valeur exacte"* (Le Monde du 22 août).

(5) Il semblerait que la plupart des armes proviennent d'un précédent soulèvement de piqueteros en novembre 2000 et de l'occupation d'un poste de police.

(6) La "Liga Obrera Internacionalista" (4e Internationale) semble avoir joué un certain rôle dans des assemblées ouvrières de Salta.

GÖTEBORG, GÈNES

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Grande-Bretagne, est futile face à la répression étatique. Quant aux gauchistes, il n'est guère surprenant de les voir participer dans les actions "antimondialisation". Comme d'habitude, ils sont préoccupés de récupérer les énergies militantes et de les diriger vers des voies sans issue et notamment dans la défense de la démocratie bourgeoise.

Les médias bourgeois ont dit que les confrontations entre manifestants et forces de l'ordre étaient prévisibles et pas du tout spontanées. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie préférerait voir des luttes imprévisibles et spontanées, loin de là. Elle cherche à accréditer l'idée que derrière chaque manifestation, il y a une conspiration, et surtout elle tient à faire savoir que les manifestations qui ne rentrent pas dans le cadre classique de l'encadrement syndical sont ennemies des sacro-saintes règles de la démocratie bourgeoise. La leçon sous-jacente est évidemment d'avertir tout un chacun que "cela ne change rien de jeter des pierres - quand vous serez plus vieux, vous vous rendrez compte que le changement ne vient que des urnes". A Gênes, tandis que les chefs d'Etat comme Tony Blair, Chirac et Cie se faisaient forts d'insister sur le fait que les partici-

pants à la conférence de Gênes étaient élus démocratiquement, à l'extérieur de la conférence, les antimondialistes se disputaient sur la question de savoir si on pouvait encore considérer les forces de l'Etat comme démocratiques, comme si les événements de Gênes et de Göteborg étaient une nouvelle tendance, alors qu'ils ne font qu'être l'expression typique des attaques de l'Etat bourgeois.

Pour comprendre réellement ce qui se passe avec les manifestations "antimondialistes", il faut, comme pour toute autre question dans la société de classe, regarder quelles sont les forces sociales, les classes et les idéologies qui y sont impliquées. En tant que telle, une manifestation n'a pas de nature de classe. Les ouvriers peuvent manifester afin de se joindre à leurs frères de classe, ou pour protester contre les attaques répressives et sociales de l'Etat capitaliste ; les manifestations peuvent aussi être un moyen de lutte pour les chômeurs qui n'ont plus les moyens de lutter sur le lieu de travail. Par contre, les manifestations du Countryside Alliance, du British National Party (équivalent du FN), ou des campagnes nationalistes diverses, nous montrent que n'importe quelle mouvance bourgeoise peut monter une manifestation si elle le veut.

Pour ceux qui ont participé aux escarmouches répétées à l'occasion des différents sommets, quelles que soient leurs motivations ou leur origine sociale, les bagarres spectaculaires avec la police ont été des confrontations futiles, dont l'effet est de stériliser tout désir de réfléchir sérieusement sur la nature de la société de classe, et sur comment cette dernière peut être renversée. Cet effet est même célébré par Roger Burbach, un prosélyte du "carnaval de la vie" contre "le monde grotesque et opulent qui nous a été imposé par les nouveaux seigneurs-voleurs des grandes entreprises", quand il écrit : "Le plus important, c'est que les anarchistes et les manifestations antimondialisation offrent une échappatoire aux frustrations et au sentiment d'aliénation de la nouvelle génération" (in *Anti-capitalism : a guide to the movement*). C'est grossier, mais au moins c'est honnête. Quand une "nouvelle génération" se sent "frustrée" et "aliénée", alors les échappatoires sont de grande valeur pour la classe dominante. Et quand on ne se préoccupe que de la prochaine campagne, la prochaine manifestation, la prochaine bagarre avec les flics, alors la réflexion politique, les contributions au mouvement historique de la classe ouvrière, l'analyse de la situation actuelle et du développement de la conscience de classe ne sont guère des priorités.

Les thèmes "antimondialistes" ne remettent pas en cause le capitalisme

Chaque manifestation "anticapitaliste" offre une gamme importante de thèmes. L'environnement, le changement climatique, le libre-commerce, le rôle des grandes entreprises, les privatisations, la dette du Tiers-Monde, la politique économique du G8, le rôle de l'Organisation Mondiale du Commerce, les programmes de réajustement du FMI et de la Banque Mondiale - tous sont des cibles pour les gauchistes, les anarchistes, les verts, les groupes religieux et les Organisations non gouvernementales qui se mobilisent dans les manifestations "antimondialisation".

On peut prendre n'importe quel thème au programme de ce mouvement, on ne va y trouver ni diagnostic ni solution qui mettent le capitalisme en question.

Un exemple connu, c'est que sur les 100 entités économiques les plus importantes au monde, 49 sont de grandes entreprises tandis que 51 sont des économies nationales. On cherche à suggérer que si les grandes entreprises étaient moins grandes, alors nous pourrions tous bénéficier d'une exploitation exclusive de la part des Etats-nations oppresseurs. Beaucoup disent même que la misère est le résultat de la privatisation, alors qu'ils passent sous silence la réalité des programmes d'austérité imposés par l'Etat. Quand les ouvriers luttent, le statut formel de leur patron ne les intéresse pas - les ouvriers polonais en 1980-81 engagèrent des grèves massives contre toutes sortes d'entreprises nationalisées, les mineurs anglais en 1984-85 se battirent contre le *Coal Board* nationalisé et, aujourd'hui, quand les postiers se mettent en lutte, ce n'est pas contre la privatisation mais contre les conditions imposées par la poste étatisée. La campagne contre les grandes entreprises est un des exemples les plus frappants, mais toutes les autres questions posent également le problème de la nature du capitalisme, de ses crises, de la concurrence et de l'incapacité à satisfaire les besoins de l'humanité. Alors que certains commencent à faire le lien entre les différents aspects de la

société capitaliste, le "mouvement antiglobalisation" réduit toutes les pré-occupations à des campagnes pour des changements au sein du capitalisme.

La perspective de la révolution prolétarienne

Dans les manifestations comme celles de Gênes ou de Göteborg, les groupes religieux, les organisations caritatives et non gouvernementales ne prétendent pas être anti-capitalistes. Leurs actions visent à faire pression sur la classe dominante pour faire en sorte que le système d'exploitation fonctionne au bénéfice de ses victimes. Toute "concession" accordée à de tels groupes ne sera que de la propagande.

Cependant, la prétention d'être "anticapitaliste" ne s'applique pas plus aux gauchistes ni à la plupart des anarchistes. Les trotskistes (et les résidus du stalinisme) sont des défenseurs du capitalisme d'Etat. Avec les anarchistes, il y a diverses idéologies (certaines qui ne se distinguent pas du gauchisme) mais ce qu'ils ont en commun c'est l'engagement dans la contestation en soi. Ils n'ont pas de perspective, et certainement pas la reconnaissance que la classe ouvrière est la seule force capable de renverser la dictature du capital. Aux manifestations du 1er mai 2001 à Londres, on pouvait lire sur une banderole : "Renverser le capitalisme et le remplacer avec quelque chose de plus sympa." Une autre devise est "Notre monde n'est pas à vendre", ce qui absolument faux, car tout dans ce monde, à commencer par la force de travail, est devenu une marchandise avec un prix, et ce monde n'est clairement pas le "nôtre", puisqu'il est soumis à la classe dominante capitaliste. A Gênes, un slogan à la mode était "un autre monde est possible". Contre le flou artistique de tels mots d'ordre futiles, le marxisme a toujours fait une critique claire ancrée dans la réalité matérielle.

Prenons le concept de "mondialisation". Le 23 juillet, avant les événements de Gênes, *Time magazine* a cité en les approuvant ces phrases tirées du *Manifeste Communiste* de 1848 : «La grande industrie a créé le marché mondial (...) Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment dans le pays même, mais aussi dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. (...) Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée (...)» Le journaliste de *Time* prend ceci pour une description valable de la nature du capitalisme depuis 150 ans. En fait, Marx et Engels voyaient dans l'élimination par la bourgeoisie des anciens modes de production, féodal et autres, et dans la création d'une économie mondiale, la tâche historique du capitalisme. Avec cette réalisation, la révolution internationale de la classe ouvrière devenait possible. Mais, sans une révolution prolétarienne et dans un monde entièrement inféodé au capi-

talisme, depuis environ 100 ans, l'économie bourgeoise n'a plus été un système dynamique qui échangeait simplement des marchandises. Tout au contraire, le capitalisme est devenu depuis longtemps un obstacle au véritable développement des forces productives, ce qui est la vraie raison de toutes les guerres et des catastrophes qui ont décimé l'humanité depuis le début du 20e siècle. L'économie capitaliste mondiale a été un pas en avant par rapport à la production pré-capitaliste, parce qu'elle a créé les bases pour une révolution internationale de la classe ouvrière et la création d'une société communiste ; mais, si cette possibilité ne se réalise pas, la survie du capitalisme ne peut amener l'humanité qu'au désastre.

Une classe pour le communisme

George Monbiot, un des principaux défenseurs de "l'antimondialisation" a dit que "en termes numériques [cette dernière] est le plus important mouvement de protestation dans l'histoire du monde". (*Guardian*, 24 juillet 2001) Il arrive à cette conclusion en affirmant que "presque tout le monde est d'accord que le monde serait meilleur" sans les activités des grandes entreprises et que "la plupart des gens (...) seraient heureux de voir les sièges de Balfour Beatty ou de Monsanto démantelés par l'action non-violente". Le "mouvement de protestation" dans l'esprit de Monbiot est "important" seulement parce qu'il comprend tous ceux qui sont déçus par un aspect quelconque de la vie moderne. Cela inclut tout le monde, depuis ceux qui s'inquiètent de la "globalisation", jusqu'à ceux qui donnent pour l'aide humanitaire, en passant par les gauchistes qui souhaitent un renforcement du rôle de l'Etat dans le capitalisme, mais cela inclut aussi ceux qui commencent à ressentir que le seul véritable «anticapitalisme» est celui qui entraîne la mobilisation de millions de prolétaires contre la domination de l'Etat bourgeois.

Quant au titre de "plus important mouvement de protestation de l'histoire, les meilleurs candidats appartiennent à l'histoire du mouvement ouvrier. Chaque lutte ouvrière est une protestation contre les conditions de l'existence prolétarienne. Entre 1917 et 1923, par exemple, la classe ouvrière a pris le pouvoir en Russie, s'est engagée dans des insurrections massives en Allemagne, a secoué l'Italie, la Hongrie et l'Autriche de fond en comble, et a mené des luttes acharnées en Grande-Bretagne, en Espagne, aux Etats-Unis, en Argentine et au Brésil. Plus récemment, entre 1983 et 1989, il y a eu des luttes ouvrières importantes dans les pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis, mais aussi en Amérique latine, en Asie, en Europe de l'Est et en Afrique. Plus importantes en nombre que le "mouvement de protestation" de Monbiot, la signification réelle des vagues internationales de luttes ouvrières est bien plus grande encore parce que la classe ouvrière - au coeur de l'économie capitaliste - a la capacité de détruire le capitalisme et de construire une société basée sur des rapports de solidarité. La lutte de la classe ouvrière a pour perspective ultime l'établissement d'une communauté humaine mondiale. Parce que l'organisation et la conscience sont les seules armes que détient la classe ouvrière, les luttes et les discussions d'aujourd'hui sont déjà des pas importants pour faire de cette perspective une réalité.

(D'après World Revolution) Barrow (30 août)

MACEDOINE

garder ouverte l'option de l'appui aux forces albanaises.

Une accélération guerrière sans précédent

A la différence des autres guerres balkaniques des années 1990, le conflit d'aujourd'hui en Macédoine ne pose plus la question d'un conflit encore à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie, mais qui tend à s'étendre en direction d'autres pays des Balkans. La Bulgarie par exemple et, à un autre niveau, la Grèce se revendiquent historiquement de territoires en Macédoine. La Bulgarie, lors de la paix de Neuilly de 1919, dut céder tous ses territoires macédoniens. Au sud-ouest de la Macédoine, d'autres régions sont composées de minorités grecques.

Non seulement les Etats-Unis, mais tous les pays sont impérialistes

Parce que la question albanaise ne concerne pas seulement les Balkans du Sud mais peut avoir des conséquences pour d'autres pays, les Etats-Unis ont tout fait en 1993 pour empêcher l'effondrement de la Macédoine. Dans ce but, ils avaient déjà placé à l'époque plusieurs centaines de soldats à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine.

Leur doctrine, et celle de toutes les bourgeoisies développées exceptée l'Allemagne, consistait en ce qu'aucun changement de frontières ne résulte de l'autonomie des républiques de l'ex-Yougoslavie. Mais, avec la déstabilisation du Kosovo, qui a surtout été initiée par l'Allemagne et qui conduisait à travers le protectorat de fait de l'OTAN à une autonomisation du Kosovo, a été posé le fondement d'un dépassement de l'ancienne position du "pas de changement des frontières". On a franchi un pas qui n'a pas seulement eu des conséquences pour la Serbie (à l'intérieur de cet Etat), mais a soulevé des questions territoriales qui ont déjà poussé par le passé les Balkans dans la guerre (cf. les guerres balkaniques de 1912-13).

(SUITE DE LA PAGE 3)

L'impérialisme n'est pas la politique d'un Etat spécifique. Il est la forme de survie du capitalisme décadent, le résultat nécessaire du processus de l'accumulation capitaliste. Depuis 1914, les luttes impérialistes des "grands" ont provoqué deux guerres mondiales destructrices et, depuis 1945, d'innombrables guerres permanentes par moindres puissances interposées.

Depuis 1989, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de la période de décadence. Malgré la guerre du Golfe de 1991, qui était une tentative de la part des Etats-Unis de forcer la main à leurs ex-alliés, la situation d'aujourd'hui, surtout dans les Balkans et au Moyen-Orient à l'heure actuelle, montre l'étendue des difficultés auxquelles se trouvent confrontées les positions américaines.

Aujourd'hui, c'est le "chacun pour soi" qui régit les règles des relations entre tous les Etats capitalistes. Qu'il s'agisse des grandes puissances ou de pays de moindre importance comme la Turquie ou même l'Albanie, etc., tous n'ont qu'un objectif, aller à la curée et gagner la position la plus avantageuse.

Ainsi, un pays tel que la Suisse (le pays de toutes les neutralités !) s'est lancé dans un soutien de l'UCK et de l'Albanie. C'est ainsi que la presse albanophone et l'UCK y ont officiellement pignon sur rue. Si le gouvernement suisse tolère ses activités étendues de la part de l'UCK, c'est parce que cela sert à la politique étrangère suisse qui essaie par ces moyens d'augmenter son poids dans les conflits aux Balkans, pour son propre compte et probablement celui de l'Allemagne.

Sur une semblable toile de fond, la perspective de la situation dans les Balkans n'est pas à la paix, ni même à une accalmie des tensions impérialistes, malgré la présente -et quatrième- opération de l'OTAN, mais à une accélération de la course guerrière. Les discours mensongers et lénifiants sur la paix et la stabilité ne sont que des écrans de fumée cherchant à masquer les malversations de tous ces requins.

PT (28 août)

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE (III)

Malgré ses difficultés actuelles, l'avenir appartient au prolétariat

11. Tout au long des années 1970 et 1980, le combat de la classe ouvrière en réponse au resurgissement de la crise historique du capitalisme a constitué un rempart contre l'éclatement d'une troisième guerre mondiale. Le seul véritable rempart, car le capitalisme avait déjà formé les blocs impérialistes qui devaient lancer la guerre, et la crise économique poussait déjà le système vers cette "solution". Mais pour un certain nombre de raisons liées entre elles, certaines historiques, certaines plus immédiates, la classe ouvrière a éprouvé d'extrêmes difficultés à passer d'un niveau défensif à une affirmation franche de sa propre perspective politique (le poids des précédentes décennies de contre-révolution qui avaient décimé son expression politique organisée, la nature de la crise économique qui s'éternisait et qui rendait difficile de voir la situation véritablement catastrophique auquel le monde capitaliste était confronté, etc.). L'incapacité des deux principales classes sociales d'imposer leur solution à la crise a donné naissance au phénomène de décomposition, qui à son tour a été grandement accéléré par son propre produit, l'effondrement du bloc de l'Est, qui a marqué pour le capitalisme décadent l'entrée dans une phase dans laquelle la décomposition serait la caractéristique principale. Dans cette nouvelle phase, la lutte de la classe ouvrière, qui avait montré auparavant au cours de trois vagues internationales successives des traits visibles d'avancée du niveau de conscience et d'auto-organisation, a été précipitée dans un profond reflux, à la fois au niveau de la conscience et de la combativité.

La décomposition a posé à la classe ouvrière des difficultés à la fois matérielles et idéologiques :

- au niveau économique et social, les processus matériels de décomposition ont eu tendance à saper pour le prolétariat la conscience de son identité. De plus en plus les concentrations traditionnelles de la classe ouvrière ont été détruites ; la vie sociale est devenue de plus en plus atomisée (ce qui renforce encore plus la tendance vers la gangstérisation comme fausse alternative communautaire) ; le chômage de longue durée, spécialement parmi les jeunes, renforce cette atomisation et défait encore plus le lien avec les traditions de combat collectif ;
- ces processus objectifs sont à leur tour rendus plus efficaces par les campagnes idéologiques incessantes de la classe dominante, vantant le nihilisme, l'individualisme, le racisme, l'occultisme, et le fondamentalisme religieux, tout ceci aidant à obscurcir la réalité de la société dont la division fondamentale reste la division en classes ; ces campagnes sont couronnées par le lavage de cerveau qui a accompagné l'effondrement du bloc de l'Est et qui continue depuis : le communisme a échoué, le marxisme a été réfuté, la classe ouvrière est finie. Ce thème a été encore mis en avant par toutes les idéologies de la "nouveau" qui expliquent elles aussi comment le capitalisme a dépassé ses vieilles divisions de classes ("nouvelle économie", "globalisation", "mondialisation", "recomposition de la classe ouvrière", etc.).
- La classe ouvrière est donc confrontée aujourd'hui à un grave manque de confiance – pas seulement en sa capacité à changer la société, mais même en sa capacité à se défendre elle-même au

jour le jour. Ceci a permis aux syndicats, qui dans les années 1980 se sont de plus en plus révélés comme des instruments de l'ordre bourgeois, de rétablir leur emprise sur les luttes des ouvriers ; en même temps a été accrue la capacité du capitalisme à dévoyer les efforts des ouvriers pour défendre leurs propres intérêts vers tout un patchwork de mouvements "populaires" et "citoyens" pour plus de "démocratie".

12. Les difficultés réelles que la classe ouvrière doit affronter aujourd'hui sont évidemment exploitées par la classe dirigeante pour intensifier son message sur la fin de la lutte de classe. Ce message est bien reçu par ceux qui ne sont pas aveugles sur le futur barbare que le capitalisme nous prépare, mais qui ne croient pas que la classe ouvrière soit le sujet du changement révolutionnaire, et cherchent de "nouveaux" mouvements pour créer un monde meilleur (ce qui est le cas pour beaucoup d'éléments impliqués dans la mobilisation "anti-capitaliste"). Les communistes, quoi qu'il en soit, savent que si la classe ouvrière est vraiment finie, il n'y a plus d'autre barrière empêchant le glissement du capitalisme vers la destruction de l'humanité. Mais ils sont aussi capables d'affirmer que cette barrière n'a pas été levée ; que la classe ouvrière internationale n'a pas dit son dernier mot. Cette confiance en la classe ouvrière n'est pas une sorte de foi religieuse. Elle est basée sur :

- une vision historique de la classe ouvrière, qui n'est pas un instantané photographique immédiat, mais reconnaît le lien véritable entre les combats passés, présents et à venir de la classe et de ses organisations ;
- une analyse de la dernière décennie en particulier, qui leur permet de conclure que malgré toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, la classe ouvrière n'a pas souffert de défaite historique à l'échelle mondiale, comparable à ce qu'elle a subi à la fin de la première vague révolutionnaire.

13. La preuve de la véracité de cette conclusion est fournie par :

- le fait que malgré des difficultés indéniables au cours de la dernière décennie (isolement et dispersion des luttes, et par conséquent l'absence en général de la lutte de classe sur la scène sociale), la classe ouvrière des principales concentrations conserve encore d'importantes réserves de combativité et n'a pas accepté les plans d'austérité que le capitalisme essaie de lui imposer. La combativité connaît un développement tortueux mais réel en réponse à la dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière ;
- les signes d'une maturation souterraine de la conscience au sein de la classe ouvrière. Contrairement à la vision idéaliste selon laquelle la conscience serait apportée de l'extérieur à la classe, ou aux théories mécanistes qui voient la conscience se développer seulement dans les combats immédiats et visibles, les communistes ont toujours été pleinement conscients que les grèves de masse ou les révolutions ne jaillissent pas du néant, mais ont leurs sources dans des processus souterrains qui se construisent sur de longues périodes et que souvent on ne peut discerner que dans les explosions soudaines ou dans l'apparition de minorités combattives au sein de la classe. Au cours de la période

récente, il a été particulièrement évident que de telles minorités ont émergé, prenant la forme d'un élargissement considérable de cette zone de transition politique entre la bourgeoisie et le prolétariat et du développement d'une minorité peu nombreuse mais importante, qui se rattache au milieu politique prolétarien. Il est particulièrement significatif que beaucoup de ces éléments "en recherche" proviennent non seulement de ceux qui sont politisés depuis longtemps, mais aussi d'une nouvelle génération d'éléments qui se posent pour la première fois des questions sur le capitalisme ;

- la preuve du poids "négatif" que la classe ouvrière exerce encore sur la classe dirigeante. Ceci s'exprime, entre autres choses, par la répugnance de la bourgeoisie à admettre la véritable ampleur des rivalités impérialistes entre les principales puissances, et à entraîner par la contrainte les travailleurs de ces puissances directement dans ses aventures militaires ; par le souci qu'a la classe dirigeante de ne pas révéler la véritable ampleur de la crise, d'éviter une crise économique trop évidente qui pourrait provoquer une réaction massive de la classe ouvrière ; par l'énorme quantité de temps et d'énergie consacrée à ses campagnes idéologiques contre le prolétariat, celles consacrées à montrer que la classe ouvrière est une force épuisée n'étant pas les moindres.

Les communistes peuvent alors continuer de soutenir que le cours historique vers des confrontations de classes massives, ouvert par la vague internationale de luttes des années 1968-72, ne s'est pas inversé. La classe ouvrière a prouvé qu'elle était une barrière contre la guerre mondiale. Et bien que subsiste le danger que le processus de décomposition le plus insidieux pourrait submerger la classe sans que le capitalisme ait à lui infliger une défaite frontale, la classe représente encore un obstacle historique à ce glissement du capitalisme dans la barbarie guerrière. Plus encore : elle garde encore la capacité de résister aux effets de la décomposition sociale par le développement de ses luttes et par le renforcement du sens de son identité et de la solidarité qui en est la conséquence, ce qui peut offrir une véritable alternative à l'atomisation, à la violence auto-destructrice et au désespoir, caractéristiques de ce système pourri.

14. La classe ouvrière, dans la voie difficile de la redécouverte de son esprit combatif et de la réappropriation de la connaissance de ses traditions du passé et de ses expériences de lutte, trouve face à elle la stratégie anti-prolétarienne de la bourgeoisie :

- a) d'abord, l'utilisation des partis de gauche au gouvernement, où ils sont encore généralement mieux placés que la droite pour :
- présenter les signes évidents de l'effondrement du capitalisme comme le résultat de la seule action de secteurs particuliers du capitalisme (égoïstes, entreprises irresponsables, etc.), la seule alternative étant l'action de l'Etat démocratique en défense des intérêts de tous les citoyens ;
- présenter la spirale des guerres et du militarisme comme le résultat de la seule politique des secteurs «faucous» du capitalisme (Sharon, Bush, etc.) auxquels il faudrait opposer la "loi internationale" basée sur les "droits de l'homme" ;

- échelonner les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière, surtout dans les principales concentrations industrielles, pour essayer de retarder et disperser la combativité ouvrière, pour créer la division dans les rangs du prolétariat, entre les secteurs «privilegiés» (les travailleurs qui ont des contrats à durée indéterminée, les travailleurs des pays occidentaux, etc.) et les secteurs désavantagés (les travailleurs qui ont des contrats temporaires, les travailleurs immigrés, etc.) ;

b) ensuite, en complète cohérence avec tout cela, l'activité des gauchistes aussi bien que du syndicalisme radical est destinée à neutraliser la méfiance des travailleurs envers les partis du centre-gauche et de les dévoyer dans une défense radicale de la démocratie bourgeoise. Le développement en Grande-Bretagne de l' "Alliance socialiste" illustre clairement cette fonction ;

c) enfin, et non moins importantes, nous avons les activités du mouvement anti-mondialisation, qui sont fréquemment présentées par les médias comme la seule forme possible d'anti-capitalisme. L'idéologie de ces mouvements, quand elle n'est pas l'expression du "no future" de la petite-bourgeoisie (défense de la production à petite échelle, culte de la violence désespérée qui renforce le sentiment de désespoir, etc.) n'est qu'une version plus radicale de ce qui est mis en avant par ses grands frères de la so-disant gauche "traditionnelle" : la défense de l'intérêt du capital national contre ses rivaux. Ces idéologies servent à bloquer l'évolution de nouveaux éléments "en recherche" au sein de la population et de la classe ouvrière en particulier. Comme nous l'avons vu, ces idéologies ne contredisent pas la propagande plus générale sur la mort du communisme – qui continuera à être utilisée comme une carte maîtresse – mais en sont un important complément.

15. Les responsabilités auxquelles fait face la classe ouvrière sont immenses :

ARGENTINE

(SUITE DE LA PAGE 4)

rangs par pleines vagues. Mais il n'est pas d'autre chemin que celui de la lutte. Et une des conditions pour le développement de ces luttes en Argentine sera la capacité des ouvriers à ne pas se replier sur une forme de lutte mais à assurer l'unité des grèves, des manifestations, des piquets. De la même façon, le fait de barrer les routes, ne doit pas se retourner contre les ouvriers en devenant un facteur d'isolement régionaliste, mais permettre au contraire l'extension des grèves. Quand le président De La Rua, après l'obtention de la dernière rallonge du FMI, affirme qu' "il y avait pour la région un intérêt à ce que l'Argentine ne propage pas sa contagion au reste du monde", il parle bien sûr des risques (déjà largement vérifiés) de déstabilisation monétaire et économique, mais il est tout aussi clair que la bourgeoisie est consciente de la nécessité de circonscire localement toute combativité ouvrière pour éviter que la "contagion" ne devienne un facteur de prise de conscience de l'unité des intérêts de classe des ouvriers argentins, chiliens ou brésiliens.

C'est à l'échelle internationale que la crise frappe les ouvriers. C'est à l'échelle internationale que la riposte ouvrière doit s'imposer. La combativité de nos

rien moins que le sort de l'humanité entre ses mains. Ceci en conséquence confère d'immenses responsabilités à la minorité révolutionnaire, dont la tâche essentielle dans la période à venir sera :

- d'intervenir au jour le jour dans les combats de la classe, en insistant sur la nécessité de la solidarité et de l'implication du plus grand nombre possible de travailleurs dans chaque mouvement de résistance aux attaques du capitalisme ;
- d'expliquer avec tous les moyens disponibles (presse, brochures, réunions, etc.), à la fois en profondeur et d'une manière accessible, pourquoi le capitalisme signifie la banqueroute, pourquoi toutes ses "solutions" - particulièrement, celles, racoleuses, de la gauche et des gauchistes – sont des tromperies, et expliquer ce qu'est la véritable alternative prolétarienne ;
- d'aider les minorités combattives (groupes de luttes sur les lieux de travail, cercles de discussion, etc.) dans leurs efforts pour tirer les leçons des expériences récentes, à se préparer aux nouvelles luttes à venir, et en même temps renouer les liens avec les traditions historiques du prolétariat ;
- d'intervenir au sein du milieu politique prolétarien, qui entre dans une période de croissance significative, en insistant pour que le milieu agisse comme un véritable point de référence pour un débat sérieux et pour une clarification pour tous les éléments qui viennent vers lui.

Le cours historique vers l'affrontement de classe fournit le contexte pour la formation du parti communiste mondial. Le milieu prolétarien constitue la matrice du futur parti, mais il n'y a aucune garantie qu'effectivement il l'engendrera. Sans une préparation rigoureuse et responsable par les révolutionnaires d'aujourd'hui, le parti sera mort-né, et les conflits massifs de classe vers lesquels nous nous dirigeons ne franchiront pas ce pas essentiel : de la révolte à la révolution.

frères de classe en Argentine, leur capacité à s'affronter à l'Etat comme garant de l'ordre social et gestionnaire de la crise, participent pleinement de la lente et difficile reprise de l'affirmation d'une perspective prolétarienne face à la profondeur de la crise économique. La crise va continuer de s'aggraver, donnant chaque jour un peu plus de raison d'entrer en lutte, en même temps que chaque jour la bourgeoisie mettra entre les pattes de la classe ouvrière une nouvelle "sortie du tunnel" dans 6 mois ou un an, un nouveau syndicat "vraiment ouvrier" pour mieux attaquer toute expression de conscience de classe. Enfin la bourgeoisie, même "démocratique" comme en Argentine, n'hésitera pas non plus à recourir à la répression armée si besoin est. La lutte de classe est un véritable combat, et dans ce combat les révolutionnaires cherchent à développer l'unité internationale du prolétariat, ce qui passe également par le regroupement des forces révolutionnaires qui pourraient surgir des luttes que mène la classe en Argentine. La classe ouvrière argentine a besoin de ses frères de classe du monde entier, de la même façon que le prolétariat international a besoin de sa fraction austral.

PTB (31/08/2001)

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
108, rue Damremont. 75018 Paris

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WCI N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WORLD REVOLUTION
GPO Box 668, Melbourne
Victoria 3001. AUSTRALIE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F +frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière
(30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition
(20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

Le trotskisme est-il un courant révolutionnaire ?

LYON : le samedi 15 septembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 22 septembre de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

NANTES : le samedi 29 septembre à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 15 septembre à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 21 septembre à 21h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 22 septembre à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

GRENOBLE

Permanence le samedi 20 octobre de 15 h à 17 h, Le Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du bar.
Vente de la presse le samedi 20 octobre de 11h15 à 12h15 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Permanence le samedi -15 septembre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 16 septembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 15 septembre de 18h à 21h et le samedi 13 octobre de 15h à 18h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4^eme dimanche du mois de 11h15 à 12h15.(ne pas mettre en juillet aout 2001)

MARSEILLE

Vente de la presse le samedi 22 septembre de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 29 septembre à 18h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedi 6 octobre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 16 septembre de 11h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 7 septembreà partir de 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse le dimanche 2 septembre au marché aux Puces (place St-Semin) de 11h à 12h30.

TOURS

Permanence le samedi 22 septembre à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

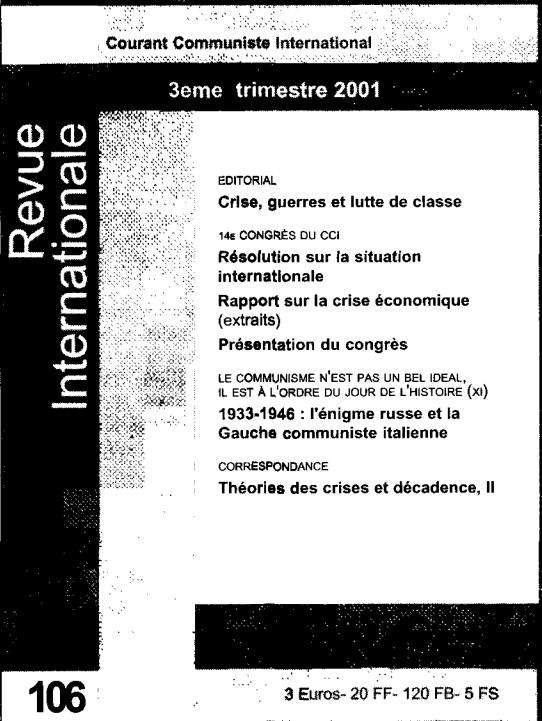
Nantes: Réunion publique du 23 juin : H: 300, Julie : 200.

Toulouse : Réunion publique du 15 juin : Jy: 100, Mi : 50, Ch : 100, A: 80, JC :100.

Tours : Réunion publique du 30 juin : Gildas : 200, G: 200, Béatrice : 200, CB: 100.

Total : 1630

Lisez la Revue Internationale !



La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^{te}-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphynx - 6,pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^{ml} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq. Le Furet du Nord, pl du Général-de-Gaulle, Lille.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue -15, rue Childebert (2^e). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1^{er}).

MARSEILLE : Odeur

du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du G^{ml}-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J- Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14^e). La Brèche - 27, rue Taine (12^e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC- 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst.
No de Commission paritaire : 54267

COURRIER DES LECTEURS

Une contribution au débat sur la nature de l'anarcho-syndicalisme

Camarades,
Votre article "Quand la CNT marche sur les traces de la CGT", paru dans R.I. n°308, mérite certains éclaircissements. Le meeting auquel ont participé vos délégués du CCI devait certainement se dérouler en région parisienne, dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler la CNT-V, pour CNT sise 33 rue des Vignoles à Paris. Ce groupe a été exclu en 1996 de l'Association Internationale des Travailleurs pour réformisme.

[...] même si je ne sais pas à quel stade en est le capitalisme, sur les points concernant les politiques bourgeoises et leur soi-disant différences, je suis d'accord avec vous, par contre il est dommage, pour nous tous, de trancher le débat sur les luttes ouvrières et l'anarcho-syndicalisme en prenant exemple sur les discours et pratiques des Vignoles. Voici pourquoi. Ces discours et pratiques appartiennent aux tendances réformistes libertaires et ont déjà fait l'objet de vives critiques de la part de mon organisation, la section française de l'AIT, la CNT-AIT, nous avons produit sur le sujet une multitude d'écrits.

[...] le réformisme libertaire se développe avec l'aide d'un corpus théorique, le capitalisme propre qui s'opposerait au méchant ultralibéralisme, répercuté par les médias, et si nécessaire essaye de s'imposer par la force en intimidant physiquement les militants qui s'opposent à ces dérives à l'intérieur des organisations concernées.

[...] Cependant, il existe encore et pour l'instant des groupes anarchistes révolutionnaires, plus ou moins structurés, qui s'opposent de leur mieux aux attaques de la bourgeoisie, laquelle essaye en permanence de les liquider par un travail de sape des idées, en les récupérant et en les dénaturant.

Contrairement à ce que vous pouvez penser cette évolution n'est pas due à la nature de l'anarchisme. Je crois au contraire que cette destruction des idées anarchistes révolutionnaires et des pratiques anarcho-syndicalistes est pour le capitalisme une question de survie. C'est pourquoi nous assistons à une telle débâche de professions de foi libertoides, qui mêlent les naïfs aux opportunistes, pour vider l'anarchisme de son contenu révolutionnaire.

Attaquer l'anarcho-syndicalisme, qui est à mon sens l'application certes perfectible des idées anarchistes révolutionnaires, à travers les Vignoles, c'est comme attaquer le marxisme à travers

Robert Hue. [...] d'autres questionnements sur la nécessité ou non d'organiser la classe ouvrière, sur ce type d'organisation et sur la nature exclusivement révolutionnaire ou non de la classe ouvrière méritent un débat, lequel tout en mettant en relief nos différences respectives aurait le mérite de reposer sur de véritables bases théoriques et pratiques.

Notre réponse

Nous voulons tout d'abord saluer le sérieux politique et l'esprit d'ouverture de cette lettre. C'est une illustration pleinement valable de la façon dont les révolutionnaires doivent débattre, en évitant les malentendus et en confrontant méthodiquement les points de désaccords. Nous acceptons la critique du manque de précision quant à la qualification de la CNT-Vignoles dans l'article du RI n°308. Nous prenons acte également, de l'accord du camarade sur la critique de fond de la CNT-Vignoles et de toutes les tendances "libertoïdes" bon teint qui cherchent à nous refourguer un "capitalisme propre qui s'opposerait au méchant ultralibéralisme". C'est un point d'accord important, compte tenu du poids actuel des campagnes idéologiques antimondialisation.

Nous ne pouvons que commencer à répondre aux nombreuses questions posées par ce courrier. Les plus importantes portent sur la nature révolutionnaire de la classe ouvrière, ce qu'est l'organisation du prolétariat, le «contenu révolutionnaire» de l'anarcho-syndicalisme et la signification de la relative popularité des idées anarchistes dans la période actuelle.

Sur le premier point, pourquoi le prolétariat est la seule classe révolutionnaire, nous sommes souvent revenus sur cette question fondamentale (1). Disons rapidement que le marxisme a depuis longtemps établi que le prolétariat occupe une place particulière dans le processus de production capitaliste, son surtravail, c'est à dire la part de son travail que s'approprie le capitaliste étant la seule source de profit pour ce dernier. Mais en même temps qu'il est la classe exploitée par excellence de ce mode de production, le prolétariat est également capable de développer une conscience de soi comme seule force capable de dépasser le capitalisme et de s'organiser consciemment pour cet objectif (3). Nous sommes loin de l'exaltation des déclassés et des bandits comme archéty-

pes révolutionnaires par Bakounine. C'est une constante de l'anarchisme que de se soucier prioritairement de savoir qui est révolutionnaire, plutôt que de savoir ce qui est révolutionnaire. Et il ne s'agit nullement d'une illumination qu'aurait développé Marx, mais d'une compréhension en profondeur des antagonismes de classe au sein du capitalisme. L'histoire a amplement vérifié que seule la lutte du prolétariat était capable de faire vaciller la domination de la bourgeoisie.

Aussi, lorsque le camarade propose de débattre "sur la nécessité ou non d'organiser la classe ouvrière", nous répondons que les révolutionnaires, ainsi nommés par abus de langage, ne le sont qu'en tant que membres d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, qui est une partie de la classe. Leur rôle n'est certainement pas d'organiser la classe. La classe ouvrière, depuis que la révolution est à l'ordre du jour (4), ne connaît que deux types d'organisations : l'organisation politique, sur la base de la défense du programme historique du prolétariat, et l'organisation unitaire, les conseils ouvriers, qui se constituent dans les périodes de lutte ouverte. C'est donc la classe ouvrière elle-même qui se dote des organisations dont elle a besoin pour mener son combat. N'ayant pas cette confiance dans la classe et ses capacités, les anarchistes veulent "organiser la classe". Il leur faut donc se chercher une autre organisation... et ce sera le syndicat ! Nous avons là le récit de la naissance de l'anarcho-syndicalisme. Coupés de la classe ouvrière par les errements de l'anarcho-communisme et de sa propa-

(1) Revue Internationale n°73 : "Le prolétariat est bien la classe révolutionnaire" et Revue Internationale n°74 : "Le prolétariat est toujours la classe révolutionnaire". RI n°300 et 301 : "Non, la classe ouvrière n'a pas disparu".

(3) Sur la capacité de la classe ouvrière de développer sa conscience, outre les classiques du marxisme que sont les *Manuscrits de 1844* et l'*Idéologie Allemande*, nous recommandons la lecture de la *Revue Internationale* n°70, "L'aliénation du travail constitue la prémisses de son émancipation" et notre brochure "Organisation communiste et conscience de classe".

(4) Nous considérons que la révolution est objectivement à l'ordre du jour depuis l'entrée du capitalisme en décadence en 1914, période qui est celle des "guerres et des révolutions" comme le proclamait l'Internationale Communiste en 1919.

gande par le fait dans les années 1880, les éléments les plus lucides et les plus sincères de l'anarchisme décidèrent de retrouver les ouvriers là où ils étaient : dans les syndicats. Non contents d'en faire le moyen d'organiser la classe en vue de la révolution qui se confondait alors avec le mythe de la grève générale, les anarcho-syndicalistes promurent le syndicat au rang de maître d'œuvre de l'autogestion qui devait suivre la révolution victorieuse. On retrouve ces deux aspects chez le communiste libertaire Daniel Guérin. Soit il cite James Guillaume recommandant "aux ouvriers de consacrer leurs efforts à achever l'organisation internationale des corps de métiers qui leur permette d'entreprendre un jour la grève générale, seule grève réellement efficace pour réaliser l'émancipation complète du travail" (5). Soit il chante les louanges d'une "remarquable brochure publiée par la CGT française" (6) disant que "'l'aboutissement logique' de la grève générale, c'était l'autogestion, la prise de possession de l'outillage social, c'est-à-dire l'expropriation de la classe capitaliste". [...] La socialisation serait l'œuvre des syndicats et de nul autre. Dans les Bourses du Travail devenues les ganglions nerveux de la nouvelle organisation sociale, afflueront les demandes de produits qui seront ensuite transmises aux groupements intéressés. Quant à la circulation, elle sera assurée par la fédération des transports".

Nous ne savons pas si le lecteur se réclame à 100% de cette vision du syndicalisme-révolutionnaire. De façon générale, cette façon de concevoir l'organisation du prolétariat sur des bases corporatistes (le syndicat) est en opposition avec ses intérêts profonds. Nous n'avons pas la place de revenir ici sur la nature anti-ouvrière et contre-révolutionnaire des syndicats depuis 1914 (7), mais même en laissant de côté cette question, limiter l'organisation du prolétariat et sa lutte au domaine économique, c'est faire obstacle à son affirmation politique contre la classe dominante. Que ce soit avant la révolution, en niant la nécessité de l'organisation politique, ou après la révolution, en

(5) Motion au congrès de Genève de 1873 de l'Internationale libertaire.

(6) Dans "Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire", *Cahier Spartacus* 118B, p. 77. La brochure de la CGT date de 1902 et s'intitule "Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire".

donnant la primauté à l'organisation locale - économique (l'autogestion) ou politique (le fédéralisme) - ce qui va à l'encontre de la nécessité de mener le combat politique de façon unie et centralisée. En ce sens, l'anarcho-syndicalisme tend naturellement à s'opposer tant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qu'à sa dictature au travers des conseils ouvriers, qui reste une nécessité jusqu'à la destruction totale du capitalisme et l'instauration d'une société sans classe.

Dès lors, le camarade comprendra que nous ne considérons pas que la "destruction des idées anarchistes révolutionnaires et des pratiques anarcho-syndicalistes est pour le capitalisme une question de survie". Par contre, ce qui est vital pour la bourgeoisie, c'est d'empêcher tout processus de réflexion au sein de la classe. Aussi confuse que puisse être cette réflexion, si elle doit mener à une réappropriation des positions historiques du prolétariat, elle constitue un danger pour la domination de la bourgeoisie. C'est ainsi que nous comprenons les intimidations ou les attaques évoquées dans la lettre à l'encontre d'éléments anarcho-syndicalistes, pour peu que ceux-ci soient suffisamment prolétariens pour se réclamer ouvertement de l'internationalisme et œuvrer dans ce sens. Mais il est clair que, contrairement à l'anarchisme ("libertoïde" ou "réformiste", mais pas seulement) et ses hauts faits d'armes comme l'Espagne en 1936, qui ont les honneurs des idéologues bourgeois, c'est toujours à l'arme lourde que la Gauche Communiste continue d'être pilonnée : assimilation au négationnisme, insultes incessantes et dénaturations systématiques de la vague révolutionnaire commencée en Russie en 1917, falsification du marxisme et du communisme, assimilés au stalinisme.

Nous encourageons le camarade à poursuivre la confrontation politique avec le même esprit d'ouverture et d'approfondir les questions plus que nous n'avons pu le faire en ces quelques lignes. Nous sommes convaincus que la défense intransigeante, mais fraternelle, des principes politiques doit faire avancer la clarification vers des positions de classe.

BMP

(7) Voir dans RI n°305 l'article : "Depuis le début du siècle, les syndicats sont des ennemis de la classe ouvrière".

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communiste » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émancipation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.